

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Soutien aux actions en faveur de l'accès
au droit - Attribution de subventions

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2021.091

Date de la convocation : Le 25/05/2021
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du - 8 JUIN 2021
de la réception s/Préfecture en date du - 9 JUIN 2021
Pour le Président, La Responsable de Service  Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc Malfatto, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée en faveur d'acteurs de l'accès au droit qui interviennent sur son territoire.

Le **Centre Départemental d'Accès au Droit des Alpes Maritimes (CDAD 06)** : la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique prévoit l'institution dans chaque département d'un CDAD. Le CDAD 06 est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale, placé sous la présidence du président du tribunal judiciaire de Nice. Le CDAD 06 a pour mission essentielle de définir une politique d'accès au droit dans le département, d'initier et de coordonner les actions en matière d'aide à l'accès au droit.

Ainsi, au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, Vallauris Golfe-Juan et Valbonne Sophia Antipolis / Biot, des permanences gratuites et anonymes d'avocats, d'avocats généralistes, et en droit du travail ainsi que des permanences de notaires sont mises en place pour l'ensemble des usagers. Concernant les victimes de violences conjugales, un dispositif de bons de consultation donnant accès à des consultations gratuites directement en cabinet d'avocat est mis en place.

Le **Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)** a pour objectif de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Au sein de l'antenne de justice de Valbonne, une juriste de cette association assure des permanences d'information gratuites et anonymes afin d'apporter des réponses personnalisées en droit de la famille.

HARPEGES : cette association a pour but de soutenir, de protéger et d'accompagner les personnes dans les domaines sociaux, éducatifs, culturels, économiques, juridiques et de la santé.

Au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, Vallauris Golfe-Juan et Valbonne Sophia Antipolis/ Biot, elle réalise des permanences d'aide aux victimes d'infraction pénale par une prise en charge juridique et psychologique et assure un accompagnement aux démarches administratives.

Médiation 06 et **Médiation Mosaïque** interviennent dans le cadre de la médiation familiale. La médiation familiale est un temps d'écoute, d'échanges et de négociation qui permet d'aborder les problèmes liés à un conflit familial et de prendre en compte les besoins de chacun, notamment ceux des enfants. Leur champ d'intervention concerne toutes les situations de ruptures familiales et permet d'éviter la judiciarisation des conflits.

Médiation 06 intervient à titre d'information sur la médiation au sein de l'antenne de justice d'Antibes Juan-les-Pins, et **Médiation Mosaïque** intervient en direction des usagers originaires des communes du moyen haut pays.

La Maison de Services Au Public (MSAP) déployée sur le territoire moyen et haut pays a pour mission d'apporter un soutien quant à l'accès aux services publics aux personnes qui en sont privées, soit en raison d'un isolement géographique ou de contraintes de mobilité, soit en raison d'une rupture avec les usages numériques imposés pour l'accès à ces services. La MSAP itinérante est portée par l'association **Sophia Loisirs Vie (SLV)**, labellisée « **France Service** » depuis septembre 2020.

Les principaux objectifs de ces structures sont de :

- Favoriser l'accès au droit en rapprochant le justiciable de la justice : CDAD 06, HARPEGES, CIDFF
- Réduire les inégalités tant sociales que géographiques : SLV « France Service »
- Contribuer à l'accompagnement des usagers en rupture avec les usages numériques : SLV « France Service »
- Favoriser le règlement amiable des litiges en renouant le dialogue : Médiation 06 et Médiation Mosaïque

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants d'aides financières :

	Budget action 2021	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Avantage en nature	Ratio participation financière CASA / budget de l'action
CDAD 06	42 633 €	15 000 €	15 000 €	8 460 €	55,03 %
CIDFF	20 000 €	4 000 €	3 500 €	5 000 €	42,75 %
HARPEGES	179 654 €	43 200 €	40 000 €	16 320 €	31,35 %
Médiation 06	17 415 €	6 700 €	6 700 €	1 857 €	49,14 %
Médiation Mosaïque	15 083 €	3 000 €	1 000 €	-	6,63 %
SLV « France Service »	64 990 €	7 000€	7 000€	-	10,70 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accès au droit pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 73 200 €, à répartir comme suit :
 - CDAD 06 : 15 000 €
 - CIDFF : 3 500 €
 - HARPEGES : 40 000 €
 - Médiation 06 : 6 700 €
 - Médiation Mosaïque : 1 000 €
 - SLV « France Service » : 7 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution de subventions aux acteurs de l'accès au droit, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 – fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accès au droit pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 73 200 €, à répartir comme suit :
 - CDAD 06 : 15 000 €
 - CIDFF : 3 500 €
 - HARPEGES : 40 000 €
 - Médiation 06 : 6 700 €
 - Médiation Mosaïque : 1 000 €
 - SLV « France Service » : 7 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution de subventions aux acteurs de l'accès au droit, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 – fonction 03 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES ALPES-MARITIMES

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kévin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Alpes-Maritimes, Groupement d'Intérêt Public, ayant pour but d'intervenir auprès des populations démunies dans le cadre de sa politique d'accès au droit, dont le siège social est situé au Tribunal judiciaire de Nice- Palais Rusca – Place du Palais 06357 NICE Cedex 4 représenté par Monsieur Marc JEAN - TALON agissant au lieu et place du Conseil en sa qualité de Président, conformément aux statuts du Groupement d'Intérêt Public ;

Ci-après désigné **C.D.A.D.06,**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.D.A.D. 06 exerce notamment une mission d'accès au droit et à la justice en lien avec, d'une part, le Barreau de Grasse et la Chambre Départementale des Notaires ainsi que la Chambre Départementale des Huissiers représentée.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le principe d'adhésion de la C.A.S.A. au C.D.A.D. 06 en tant que membre associé avec voix délibérative.

Dans ce cadre, il est prévu que le C.D.A.D.06 organise au sein des trois Antennes de Justice communautaires des permanences juridiques gratuites, confidentielles et anonymes d'avocats. Cette mission finalise la reconnaissance du droit à une consultation juridique et à sa mise en œuvre.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, d'une part, le C.D.A.D. 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission permettant au public concerné de bénéficier de consultations gratuites confidentielles et anonymes auprès d'avocats au sein des trois Antennes de Justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne / Biot et de Vallauris Golfe Juan. Ce dispositif a pour but de développer une offre d'information et d'orientation auprès de toute personne souhaitant bénéficier, en dehors de toute procédure contentieuse, d'une information générale sur ses droits et obligations.

Les objectifs du C.D.A.D. 06 sont la mise en œuvre de permanences sur les bases suivantes :

- Antenne de Justice d'Antibes : Les permanences d'**avocats** seront d'une durée de **2 heures hebdomadaires** et les permanences spécialisées **en droit du travail** seront d'une durée minimum de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Valbonne / Biot : Les permanences d'**avocats** seront d'une durée de **2 heures hebdomadaires** et les permanences spécialisées **en droit du travail** seront d'une durée de **2 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Vallauris : Les permanences d'**avocats** seront d'une durée de **12 heures mensuelles**. Les permanences spécialisées **en droit du travail** seront au minimum de **2 heures mensuelles**.

Ces heures se définissent avec la responsable du service des Antennes de Justice. En cas d'annulation, la permanence peut être reprogrammée un autre jour (si cette annulation intervient en période de vacances judiciaires, il n'y aura pas de report).

D'autre part, afin de promouvoir le développement d'actions spécifiques en faveur des victimes de violences conjugales et intrafamiliales en permettant notamment l'accueil et l'information en cabinet d'avocats de personnes titulaires d'un bon de consultation, remis par les juristes du service Parenthèse.

Aussi, s'agissant d'un dispositif particulier, institué en faveur d'une certaine catégorie de personnes, des conditions spécifiques sont posées à la délivrance des bons de consultation et une procédure singulière s'applique au traitement de ces situations.

En premier lieu, une liste d'avocats volontaires, érigée au sein de chaque barreau est transmise par le C.D.A.D. 06 aux responsables des structures partenaires.

Conformément aux principes arrêtés par les instances décisionnelles du Conseil départemental d'accès au droit des Alpes-Maritimes relatifs à ce dispositif d'accès

au droit et à la justice, les responsables de ladite structure, s'engagent au terme d'un minutieux diagnostic à prendre attache auprès d'un avocat inscrit sur la liste, pouvant dans les meilleurs délais, selon son appréciation et en fonction du caractère d'urgence, accorder un rendez-vous au bénéficiaire de ce bon.

Ce dit-bon donne droit à une seule consultation portant sur une unique demande.

En second lieu, il a été convenu que les bons de consultations seront distribués sans condition de ressource et à toute personne victime de violences conjugales et/ou intrafamiliales.

En outre, dès l'instant où un bon de consultation dûment complété est remis, il doit simultanément être adressé par courriel au CDAD permettant ainsi une bonne gestion du dispositif et éviter tout retard dans l'indemnisation des avocats.

Le bon de consultation, remis à l'avocat sera, transmis au C.D.A.D 06, pour règlement.

Le C.D.A.D. 06 peut transmettre, sur demande, un état des consultations effectuées à l'Ordre des avocats.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.D.A.D 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, le groupement s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 42 633 € conformément au budget prévisionnel transmis.

Le groupement s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 42 633 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux suivants :

- Antibes : un bureau situé au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis / Biot : un bureau situé 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;

- Vallauris : un bureau situé 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants liés au C.D.A.D.06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou responsables d'unité.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Les permanences tenues dans les antennes ne sont pas assurées par du personnel du C.D.A.D. 06.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 8 460 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par le Groupement. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels du groupement (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le C.D.A.D. 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'ensemble des professionnels du droit (avocats et notaires) intervenant au sein des antennes de justice de la C.A.S.A. dans le cadre des actions mises en œuvre par le C.D.A.D. 06, sont couverts par leur propre police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de leurs activités professionnelles.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 15 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 23 460€.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée sur le compte du groupement par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

Le C.D.A.D. 06 s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels ou trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels ou trimestriels – Evaluations intermédiaires

Le C.D.A.D. 06 s'engage à fournir des bilans semestriels, voire trimestriels si besoin, de l'action, et ce jusqu'au terme de la convention à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Un examen quantitatif et qualitatif de l'action est dressé lors de la production de son rapport annuel d'activité à la C.A.S.A., membre associé avec voix délibérative au conseil d'administration du C.D.A.D. 06.

Les indicateurs utilisés visent principalement à évaluer annuellement le nombre de personnes reçues, à préciser la nature juridique des consultations (avocats et notaires) et dans certains cas, l'enjeu de celles-ci.

Pour ce faire, depuis de nombreuses années, le Secrétariat Général du C.D.A.D. 06 traite et analyse l'ensemble des fiches renseignées par les professionnels du droit.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec le C.D.A.D. 06 à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'une réunion de travail entre techniciens du C.D.A.D. 06 et de la C.A.S.A. et organisée par le C.D.A.D. 06.

Dans le cadre de la convention constitutive du C.D.A.D.06 la C.A.S.A. est invitée par le C.D.A.D. 06 à participer au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire). Le C.D.A.D. 06 transmettra à cette occasion le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport d'activité et financier annexé du compte de résultat et du bilan.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.D.A.D. 06.

Le bilan annuel sera présenté au Comité de Pilotage des Antennes de Justice organisé annuellement par la C.A.S.A. sous l'autorité du Président du TGI de Grasse et du Procureur près le TGI de Grasse.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

Le C.D.A.D. 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.D.A.D. 06 s'engage :

- Conformément aux statuts du C.D.A.D. 06, le groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes dans les conditions prévues par l'article 21 du 15 juillet 1982 et la loi n°94-1040 du 2 décembre 1994. Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n°55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises nationales et certains organismes ayant un objet

d'ordre économique et social et, le cas échéant, du décret n°53-707 du 9 août 1953, lui sont applicables. Le contrôleur d'Etat est le trésorier payeur général du département.

Plus particulièrement, le C.D.A.D. 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Le C.D.A.D. 06 qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.D.A.D. 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le C.D.A.D. 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le groupement mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le C.D.A.D. 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), le CDAD 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le C.D.A.D.06
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la
Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville

Marc JEAN- TALON

Kévin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹¹	34 173
Autres fournitures		Etat précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		Fonds propres	9 173
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		- SUD	2 500
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	26 654	- CD 06	6 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	26 654	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication		-CASA	15 000
Déplacements, missions		Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	529	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	529	-	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	6 990	Fonds européens	
Rémunération des personnels,	5 207	CAF	1 500
Charges sociales,	1 755	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	28	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	34 173	TOTAL DES PRODUITS	34 173
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	8 460	87 - Contributions volontaires en nature	8 460
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	8 460
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	42 633	TOTAL	42 633

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.I.D.F.F.

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kévin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (C.I.D.F.F.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de développer l'information et de favoriser l'accès au droit pour les femmes et le public en général, dont le siège social est situé 2, rue Guiglia 06000 Nice, représentée par Madame Frédérique GREGOIRE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **C.I.D.F.F.**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.I.D.F.F. exerce notamment une mission d'accès au droit pour le public en général et les femmes en particulier, de promotion d'égalité des chances entre hommes et femmes.

Dans ce cadre, il est prévu l'organisation de permanences d'accueil et d'accompagnement juridiques hebdomadaires effectuées par une informatrice juridique qualifiée au sein de l'antenne de Justice de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le C.I.D.F.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, **une mission d'accès au droit dans le cadre de permanences réalisées au sein de l'Antenne de Justice de Vallauris Golfe Juan.**

Les objectifs du C.I.D.F.F sont les suivants :

- La mise en œuvre d'une permanence au sein de l'Antenne de Justice de Vallauris Golfe Juan (sur la base d'un minimum de vingt et une mensuelles). En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par une informatrice juridique spécialisée dans l'accès au droit et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association.
- A l'initiative des services de la C.A.S.A., le C.I.D.F.F. participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de l'intervenante, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.I.D.F.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 15 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 20 000 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Le bureau est équipé d'un mobilier classique et l'intervenant du CIDFF pourra utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence: un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des agents CASA présents.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 5 000 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le CIDFF intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.I.D.F.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 3 500 €. Ce qui porte à 8500€ le montant de la contribution de la CASA à la mise en œuvre de l'action du CIDFF.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **des bilans trimestriels et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires

Le C.I.D.F.F. s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs sont :

Indicateurs quantitatifs :

-Nombre de personnes reçues dans le cadre des permanences

La juriste tient une fiche par personne reçue (âge, zone d'habitation, situations personnelle et professionnelle...), permettant d'avoir, par lieu d'accueil, une typologie du public accueilli.

L'ensemble de ces fiches sont est envoyé au service statistique national du réseau de l'association, ce qui permet d'avoir une compilation des informations liées au nombre de personnes, reçues et typologie, types de demandes, suivis violences.

Ces fiches sont traitées par le service national des statistiques et compilées de manière à permettre différentes grilles de lecture.

Indicateurs qualitatifs :

- Relations partenariales avec les structures d'accueil des permanences
- Relations partenariales avec les institutions et associations complémentaires dans les accompagnements des personnes victimes de violence (TGI, services de police, services sociaux principalement)
- Nombre de situations suivies et apaisées au fil des suivis

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Les bilans seront examinés dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé régulièrement par l'Association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.I.D.F.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

Le C.I.D.F.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.I.D.F.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.I.D.F.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association C.I.D.F.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association C.I.D.F.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le C.I.D.F.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le C.I.D.F.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association CIDFF s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association C.I.D.F.F.
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à la
Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville.

Frédérique GREGOIRE

Kévin LUCIANO



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Projet n°

C I D F F



N°12156*05

6. Budget⁵ du projet

Année 2021... ou exercice du 01/01/2021, au ...31/12/2021

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	100	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ⁶	15 000
61 - Services extérieurs	200	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations		DDCS (BOP 137,104,177)	5 000
Entretien et réparation		FIPD	6 000
Assurance	100	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation	100	Conseil régional	
62 - Autres services extérieurs	1 700	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	400		
Publicité, publications	200	-	
Déplacements, missions	1 500	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres		CASA	4 000
63 - impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	12 600	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	9 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	3 600	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	15 000	TOTAL DES PRODUITS	15 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



N°12156*05

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 – Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 – Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolet	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	5000	871 - Prestations en nature	5000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 – Dons en nature	
TOTAL	20 000	TOTAL	20 000

La subvention sollicitée de ...4000 €, objet de la présente de mande représente ...26,00..... % du total des produits du projet
(montant sollicité / total du budget) x 100



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION HARPEGES – Action « Aide aux victimes »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kévin Luciano agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.** ,

ET

L'association dénommée HARPEGES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé au 8, avenue du 11 novembre - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **HARPEGES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, HARPEGES exerce notamment une mission relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils, de prévention de la récidive, d'accès au droit et de médiation.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, HARPEGES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et d'aide aux victimes d'infractions pénales ou de litiges civils, ainsi qu'une mission de médiation.

Cette mission s'exerce dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan qui se font selon 3 axes : l'aide aux victimes et le soutien psychologique, d'une part, et l'aide aux démarches administratives et à la rédaction, d'autre part.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association. A l'initiative de la C.A.S.A., HARPEGES participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

Les objectifs d'HARPEGES sont les suivants :

- Accueillir, écouter, aider (psychologiquement et juridiquement), informer, orienter, accompagner des personnes victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice dans une affaire civile ;
- Intervenir au plus près de la commission de l'infraction et chaque fois que possible, en proximité de la victime ;
- Offrir à la victime un accueil spécifique en urgence ou sur rendez-vous, et, en cas de nécessité, un déplacement en milieu hospitalier ou au domicile de la victime ;
- Offrir un soutien psychologique à la demande du juriste ou du coordinateur C.A.S.A.,
- Aider à la rédaction de courriers ou de démarches administratives pour les victimes d'infractions ou de litiges civils et, si besoin, les accompagner jusqu'au déroulement de l'instance judiciaire.

Les interventions de l'association HARJPEGES se réalisent au rythme suivant :

AJ Antibes Juan-les-Pins		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
Aide à la rédaction	1 permanence / semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
AJ Vallauris Golfe Juan		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	
Aide à la rédaction	1 permanence / semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
AJ Valbonne Sophia Antipolis/Biot		
Aide aux victimes	1 permanence /semaine	
Aide à la rédaction	1 permanence /semaine	

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h30.
En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement HARPEGES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 156 800 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 173 120 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants d'HARPEGES pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 16 320 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que HARPEGES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

HARPEGES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus, est de 40 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A., en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature), s'élève à 56 320 €.

La subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels – Evaluations intermédiaires

HARPEGES s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif et par territoire, de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de victimes reçues pour la première fois dans le dispositif,
- Nombre de personnes aidées,
- Nombre total d'entretiens,
- Nombres de permanences effectuées,
- Nombre de soutiens psychologiques,
- Nombre de diligences effectuées en direction des partenaires (services judiciaires, de police ou de gendarmerie, avocats, officiers ministériels, services sociaux, structures hospitalières, mairies, associations etc.).

- Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de victimes ayant la qualification de femmes victimes de violence conjugale et intrafamiliale,
- Nombre de partenaires associés et diversité des partenaires,
- Nombre de réunions d'information en direction des jeunes,
- Nombre de procédures d'urgence,
- Délai écoulé entre l'infraction et le premier contact,
- Nombre de suivis des années antérieures.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé régulièrement par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par HARPEGES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

HARPEGES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association HARPEGES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association HARPEGES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

HARPEGES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association HARPEGES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

HARPEGES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

HARPEGES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association HARPEGES s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARPEGES,

Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Bernard SEGUIN

Kévin LUCIANO

6. Budget⁵ du projet

Année 2021. ou exercice du 01/01/2021.. au 31/12/2021..

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	2 212	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	1 328	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	884	74 - Subventions d'exploitation ²	156 100
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	8 162	Ministère de la Justice	83 425
Locations	1 574	FIPDR AAV	10 200
Entretien et réparation	4 226	FIPDR TGD	2 000
Assurance	1 141	Conseils Régional(aux) :	
Documentation	1 221	Région SUD	15 275
62 - Autres services extérieurs	12 053	Conseils Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 820	Alpes Maritimes - TGD	2 000
Publicité, publication	527		
Déplacements, missions	6 648	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	2 058	CASA	43 200
63 - Impôts et taxes	7 774		
Impôts et taxes sur rémunération	7 774		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	99 975	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	68 287	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	31 068	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	620	Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	100	76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	2 330	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	700
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	24 194		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	156 800	TOTAL DES PRODUITS	156 800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	6 534
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	16 320	871 - Prestations en nature	16 320
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	6 534	875 - Dons en nature	
TOTAL	22 854	TOTAL	22 854

La subvention sollicitée de10200€ , objet de la présente demande représente6.50% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION 06

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kévin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé 4, rue Guillaumont 06 600 Antibes, représentée par Madame Michèle BRUYERE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION 06**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION 06 exerce notamment une mission de médiation familiale et médiation parents - adolescents afin de promouvoir une coparentalité efficace.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Ainsi, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences réalisées dans l'Antenne de Justice d'Antibes Juan les Pins. Les permanences de médiation familiale réalisées dans les Antennes portent sur de l'information ; les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Antibes.

Les objectifs de MEDIATION 06 sont les suivants :

A l'antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins

La réalisation :

- D'une permanence hebdomadaire
- et
- D'une permanence tous les 15 jours.

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h30.

Une permanence en médiation familiale pénale en temps réel, sur demande du Procureur de la République et sur la base de trois heures hebdomadaires, est réalisée à l'Antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins.

En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par MEDIATION 06. A l'initiative des services de la C.A.S.A., MEDIATION 06 participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 15 558 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 17 415 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite de locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;

Les bureaux y sont équipés d'un mobilier classique et les intervenants de MEDIATION 06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 1 857€ et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que MEDIATION 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

MEDIATION 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature), est de 6 700 €.

Le soutien financier total de la CASA, en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature), s'élève à 8 557 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires

MEDIATION 06 s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales.
- Nombre de séances :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information volontaire ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information conjointe ;
 - nombre d'accords écrits ou oraux réalisés à l'issue d'une médiation pénale ;
 - nombre de retraits de plainte à l'issue d'une médiation pénale.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION 06.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

MEDIATION 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association MEDIATION 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association MEDIATION 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

MEDIATION 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association MEDIATION 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association MEDIATION 06,
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Michèle BRUYERE

Kévin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2021

CHARGES	MONTANT ¹⁰	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	74	70 - Prestation de services CAF-MSA TJ Pénal	2 734
Prestations de services		013-Atténuation de charges	4 324
Achats matières et fournitures	74	74- Subventions d'exploitation"	8 500
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	112		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : Ministère de la Justice	1000
Assurance	78	-	
Documentation	34	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	551	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	167	Département : Conseil Départemental 06	800
Publicité, publication	73	-	
Déplacements, missions	227	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	6700
Formation, Supervision,	84	-	
63 - Impôts et taxes	61	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	61	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	6 186	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	4 743	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	1 431	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	12	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	66	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	2 626		
Frais financiers			
Autres	5 882		
TOTAL DES CHARGES	15 558	TOTAL DES PRODUITS	15 558
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	1 857	87 - Contributions volontaires en nature	1 857
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1 857	Prestations en nature	1 857
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	17 415	TOTAL	17 415

4 Baye

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION MOSAÏQUE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kévin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION MOSAÏQUE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé Résidence «le Souleihado» - 80 avenue Georges Pompidou – Quartier des quatre-chemins 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Raymond OSEDA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION MOSAÏQUE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION MOSAÏQUE favorise, développe et promeut la création d'espace de médiation familiale afin de promouvoir une construction ou reconstruction du lien familial.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par un intervenant qualifié au sein de son siège social.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences au sein de son siège social.

Les permanences de médiation familiale réalisées portent sur de l'information et les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Grasse et par des déplacements personnalisés à la demande à domicile.

Les objectifs de MEDIATION MOSAÏQUE sont les suivants :

- restaurer la communication, créer ou recréer des liens lorsque les membres de la famille sont en rupture, en conflit,
- mettre en place un temps d'écoute, d'échange et de négociation permettant d'aborder les problèmes liés à un conflit familial, prendre en compte de manière très concrète les besoins de chacun, et notamment ceux des enfants,
- travailler la souffrance du conflit et préparer la reprise d'une communication dans leur intérêt et celui de leurs enfants,
- favoriser l'exercice commun de l'autorité parentale et l'affirmation d'une responsabilité durable des parents quelle que soit l'histoire de leur couple.

Ces permanences sont assurées par un intervenant qualifié dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente. A l'initiative des services de la CASA, MEDIATION MOSAÏQUE participera ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION MOSAÏQUE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 14 942 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 15 083€.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association MEDIATION MOSAÏQUE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association MEDIATION MOSAÏQUE par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'entretiens individuels d'information ;
- Nombre de séances de médiation familiale ;
- Nombre de suites des mesures ;
- Lieux de résidence des usagers ;
- Origine des médiations ;
- Nombre d'ordonnances et de jugements adressés par les Juges aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Grasse ;
- Le nombre de personnes fréquentant le service et résidant sur le territoire couvert par la juridiction du TGI de Grasse.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Association MEDIATION MOSAÏQUE à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION MOSAÏQUE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association MEDIATION MOSAÏQUE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association MEDIATION MOSAÏQUE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

MEDIATION MOSAÏQUE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association MEDIATION MOSAÏQUE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la

subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION MOSAÏQUE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
MEDIATION MOSAÏQUE,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Raymond OSENDA

Kévin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2021

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	858	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	8 037
Prestations de services	220	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	418	74 - Subventions d'exploitation¹¹	8 905
Autres fournitures	220	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	1 139		
Locations	924	Droit commun :	
Entretien et réparation	132	Etat :	
Assurance	28	- Ministère de la Justice	2 750
Documentation	55	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1 969		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	220	Département(s) : Alpes-Maritimes	550
Publicité, publication	66	-	
Déplacements, missions	671	Intercommunalité(s) : EPCI ¹² CASA	3 000
Services bancaires, autres	1 012	-	
63 - Impôts et taxes	223	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	223	Organismes sociaux (détailler) :	
64 - Charges de personnel	10 622	-MSA Provence Azur	605
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	7 781	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	2 841	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66 - Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	0
68 - Dotation aux amortissements	131	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	14 942	TOTAL DES PRODUITS	14 942
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	141
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	141	Dons en nature	
TOTAL	15 083	TOTAL	15 083

10 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

11 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

12 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

13 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SOPHIA LOISIRS VIE (S.L.V)

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée C.A.S.A.,

ET

L'association dénommée Sophia Loisirs Vie régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser l'accès à la culture, à la médiation numérique, aux loisirs, aux services et à l'intergénérationnel par le biais d'actions, d'ateliers, d'organisations et de stages pour tous les publics, dont le siège social est situé Rue de la Vigne Haute - Ferme Bermond - BP 109 - 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Madame Joëlle BOUHELIER agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **S.L.V.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire et de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association Sophia Loisirs Vie, S.L.V, exerce notamment une mission relative au développement de la culture numérique et favorise le lien social à travers différentes actions culturelles et pédagogiques.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (France Service) assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives, situé en itinérance sur les communes du Moyen et du Haut Pays. Ces communes, dont les besoins seront étudiés en amont, devront être en capacité de mettre à disposition un local adapté à la mise en place de cette action. Elles devront parallèlement s'acquitter d'une d'adhésion de 100 € auprès de l'association S.L.V. Les communes de Cipières, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, Opio et Tourrettes-sur-Loup ont d'ores et déjà conclu une convention de mise à disposition de locaux.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association S.L.V. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Elle assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives et l'appropriation des outils numériques.

France Service pour le Moyen/Haut Pays a donc pour objet :

- D'apporter un soutien à la dématérialisation et aux usages numériques auprès d'un public éloigné des services publics de proximité ; pour ce faire elle met à disposition du matériel et propose un accompagnement pour son utilisation ;
- D'accompagner les usagers dans leurs démarches en ligne : CAF, Pôle Emploi, CARSAT, déclarations et paiements d'impôts sur le revenu ;
- De renforcer le partenariat avec les acteurs de l'insertion par le biais d'actions autour de l'outil informatique et numérique afin de répondre aux difficultés administratives et sociales des administrés.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association S.L.V. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue, pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association S.L.V. s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 64 990€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association S.L.V. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 7 000€

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte l'association S.L.V. par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

S.L.V. s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes reçues par France Service ;
- Nombre d'usagers par commune, par âge, par sexe, type de demande, réponses apportées ;
- Nombre d'interventions sur les différents volets : missions de premier niveau (CAF, Pôle emploi, MSA, CARSSAT...), cohésion sociale pour la partie PLIE, Mission Locale Antipolis et prévention Jeunesse CASA.

Indicateurs qualitatifs :

- Degré d'implication, de participation, qualité des échanges entre les usagers et les professionnels ;
- Impact individuel de l'action (au besoin à l'aide de la réalisation d'un sondage auprès des administrés ayant fréquenté la structure) ;
- Amélioration des usages numériques

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de France services, tel qu'initialement défini, est bien respecté et que la réponse apportée par cette action répond de manière efficace aux besoins du territoire.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Cette évaluation porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

S.L.V. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association S.L.V. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels

des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association S.L.V. remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'Association S.L.V. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association S.L.V., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

S.L.V. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, S.L.V. mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

S.L.V. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association SLV s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association S.L.V.,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président Délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Joëlle BOUHELIER

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	750	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	450	74- Subventions d'exploitation ¹¹	64240
Autres fournitures	300	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	2530	-FNADT et FIO	30000
Locations	830		
Entretien et réparation	200	Région(s) :	
Assurance	1500	-sud lab	4000
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1300		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	7000
Publicité, publication	400	-CASA cohésion sociale	
Déplacements, missions	400	Commune(s) :	
Téléphone internet	500	-Tourettes sur Loup	500
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	60410		
Rémunération des personnels	39260	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	21145	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées fond propres	22740
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	750
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	750
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	64990	TOTAL DES PRODUITS	64990
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention de 7000 € représente 10% du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
Numéro : BC_2021_091
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien aux actions en faveur de l'accès au droit - Attribution de subventions
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : kv6RZu9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
Numéro interne : BC_2021_091
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien aux actions en faveur de l'accès au droit - Attribution de subventions
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 12

99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_9.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_10.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_11.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_12.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_091-DE-1-1_13.PDF

N